

## **PROJET PANIERS SOLIDAIRES**

### **CONVENTION DE PARTENARIAT** **ENTRE LE CCAS DE MONTIVILLIERS, LA VILLE DE MONTIVILLIERS** **(PÔLE DES SOLIDARITÉS)** **& L'ASSOCIATION GRAINE EN MAIN**

#### **ENTRE LES SOUSSIGNÉS :**

**Le CCAS de Montivilliers**, représenté par sa Vice-Présidente, **Madame Agnès SIBILLE**, agissant en cette qualité et en vertu d'une délibération du Conseil d'Administration du CCAS en date du 6 juillet 2023,  
Ci-après désigné sous l'appellation « le CCAS »

**La Ville de Montivilliers**, représentée par son Maire, **Monsieur Jérôme DUBOST**, dûment habilité par la délibération du Conseil Municipal en date du 26 mai 2020,  
Ci-après désignée sous l'appellation « la Ville »  
D'une part,

**Et**

L'Association **GRAINE EN MAIN**, ci-après dénommée « Jardin de Cocagne d'Etainhus » dont le siège est situé au 470 chemin de la Garenne 76430 Etainhus, représentée par **Monsieur Arthur BAUR** en qualité de Directeur,  
Ci-après désignée sous l'appellation « l'association »  
D'autre part.

#### **PRÉAMBULE**

Graine en Main, Jardin de Cocagne d'Etainhus est un atelier chantier d'Insertion (ACI) en maraichage biologique. Il est financé dans le cadre de la politique de la Ville sur les territoires en QPV et de veille active. Il propose au Pôle des solidarités de la Ville de Montivilliers de faire bénéficier de paniers solidaires à coût réduit à un public ciblé.

Graine en Main est engagée dans une opération nationale, baptisée « 100.000 paniers solidaires ». Celle-ci doit permettre à des personnes percevant de faibles ressources de devenir adhérents-consommateurs avec des conditions financières avantageuses, éventuellement complétées par d'autres dispositifs. L'opération doit leur permettre de souscrire une adhésion en qualité d'adhérent-consommateur, et de s'engager, sur une durée de 3 mois au minimum, à acheter un panier de légumes biologiques par semaine.

Ce projet s'inscrit dans le cadre des actions déclinées par le Pôle des Solidarités de la Ville de Montivilliers autour de la santé et de l'alimentation.

Pour ces raisons, le CCAS et la Ville de Montivilliers ont décidé de s'engager dans cette opération en partenariat avec Graine en Main, Jardin de Cocagne d'Etainhus.

## CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU CE QUI SUIT

### ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités de partenariat entre le CCAS de Montivilliers, la Ville de Montivilliers et GRAINE EN MAIN pour la distribution de paniers solidaires d'une part, et la mise en place et l'animation d'ateliers alimentaires d'autre part.

### ARTICLE 2 - ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

Graine en Main s'engage à :

- Livrer le nombre de paniers solidaires en fonction des inscrits au point de dépôt prévu dans la présente convention.  
*Les dates et les lieux de distribution seront définis conjointement par les signataires de la présente convention.*
- Désigner deux référents professionnels pour la mise en œuvre et le suivi de la présente convention. Les deux professionnels sont les suivants :
  - Monsieur Arthur BAUR
  - Madame Carla ROYER
- Travailler sur la mobilisation des publics bénéficiaires avec le CCAS et la Ville de Montivilliers
- Appliquer un tarif solidaire pour les publics Montivillonnais conformément au règlement des aides facultatives du CCAS :

	Reste à vivre	Coût du panier	Reste à vivre	Coût du panier
Personne seule	Jusqu'à 600 €	4 €	De 601 à 800 €	8 €
Couple	Jusqu'à 700 €		De 701 à 900 €	
Par enfant à charge	+150 €		+ 150 €	

- Au titre de l'année 2025, le tarif réel des colis sera compensé comme suit :
  - Les financements ANCT & LHSM permettent de financer 8€ sur un panier à 12€ pour des personnes originaires de quartiers TVA (Territoire de Veille Active), pour un montant résiduel de 4 € aux personnes bénéficiaires.
  - Le Réseau Cocagne finance 4€ sur un panier à 12€ pour toute personne bénéficiaire sans distinction d'origine géographique.
  - 4€ seront cofinancés par le CCAS pour obtenir un montant résiduel de 4€ ou 8€ aux personnes bénéficiaires non-résidents d'un quartier TVA. En fonction de l'évolution des financements de l'association, ce montant pourra être réajusté annuellement, en accord entre les deux parties, et sous réserve du vote du budget par le CCAS.
- Participer aux événements « publics et festifs » de la Ville, déclinés sur les quartiers en Secteur de Veille Active (Belle Etoile Nord, Bois Champion-Raimbourg, Wilson-Coudraie), notamment par le biais de sa proposition de cuisine hors-les-murs.

## **ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DU CCAS ET DE LA VILLE DE MONTIVILLIERS**

Aucune subvention de fonctionnement n'est versée, aucune valorisation n'est à renseigner dans le Compte de résultat. Le partenariat s'appuie sur la convention passée entre Graine en Main et Le Havre Seine Métropole dans le cadre des financements publics politique de la ville.

### **3.1 - ENGAGEMENTS DU CCAS ET DE LA VILLE DE MONTIVILLIERS :**

- Désigner 2 référents en charge du projet : un professionnel du CCAS et un professionnel de la Ville de Montivilliers via le Centre social Jean Moulin
- Définir les critères d'attribution des paniers et identifier les publics qui pourront en bénéficier
- Accueillir, informer et orienter les publics
- Proposer un rendez-vous avec une conseillère du CCAS aux personnes qui formulent une demande ou dont la situation relève des paniers solidaires
- Identifier une salle pour les livraisons et distributions des paniers solidaires en la présence d'un des 2 référents CCAS et/ou ville.
- Mobiliser les publics sur l'action (Publics fragiles, vulnérables et isolés accompagnés par les différents services du Pôle des solidarités – CCAS, CSJM, Plateforme d'Accueil, d'Écoute et de Services, Résidences autonomes, ...).

### **3.2 - ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DU CCAS DE MONTIVILLIERS**

Le CCAS de Montivilliers s'engage à assurer un co-financement des paniers solidaires pour les publics Montivillonnais, relevant des conditions d'accès aux règlements des aides facultatives du CCAS.

Le reste à charge laissé au bénéficiaire s'élèvera à 4€ ou 8€ par panier conformément aux dispositions mentionnées à l'article 2.

Le bénéficiaire disposera d'un mois d'essai avant de s'engager sur une période allant de 3 à 6 mois renouvelable.

## **ARTICLE 4 : DURÉE, RENOUVELLEMENT, RÉSILIATION**

### **4.1 – DURÉE**

La présente convention est conclue pour une durée couvrant la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 juillet 2025 ; la prise d'effet de la présente convention se faisant à compter de la notification qui interviendra après transmission au contrôle de légalité.

### **4.2 – RENOUVELLEMENT**

La présente convention pourra être renouvelée par tacite reconduction dans la limite de deux fois.

### **4.3 – RÉSILIATION**

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, après expiration d'un délai de 30 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception, valant mise en demeure.

Si l'une des parties souhaite mettre fin à la convention, elle devra en avertir les parties trois mois avant l'expiration de la période annuelle en cours.

En cas de dissolution de l'Association Graine en Main, la présente convention sera rendue caduque.

## **ARTICLE 5 : ÉVALUATION - TRANSMISSIONS DE DOCUMENTS**

L'association s'engage à fournir au CCAS et à la Ville de Montivilliers :

### **À la signature de la présente convention :**

- ✓ Les statuts, les membres du bureau et du Conseil d'Administration de l'association  
*Ils devront à nouveau être fournis en cas de modifications*
- ✓ L'attestation d'assurance de l'association
- ✓ Le Contrat d'Engagement Républicain (Annexe 1) qu'elle s'engage à signer et à respecter

Depuis la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, il existe une obligation pour toute association ou fondation sollicitant l'octroi d'une subvention, de souscrire un Contrat d'Engagement Républicain.

En cas de non-respect du Contrat, l'autorisation d'utilisation de locaux pourrait être retirée. De plus, l'association devrait restituer les fonds reçus, excepté les sommes versées au titre d'une période antérieure au manquement au Contrat d'Engagement.

**Au cours du dernier trimestre** de chaque année, lors de la réunion d'évaluation de la présente convention, programmée avec le CCAS, la Ville de Montivilliers et l'association :

- ✓ Un bilan annuel quantitatif et qualitatif de l'ensemble des activités décrites dans le cadre de la convention
- ✓ Le rapport financier de l'association comportant le compte de résultat et le budget prévisionnel.

Tous les documents (rapport d'activités, comptes annuels, etc....) transmis au C.C.A.S. et à la Ville devront être revêtus du paraphe du Président, représentant légal de l'Association.

## **ARTICLE 6 : ASSURANCES**

L'association exerce ses activités sous sa responsabilité exclusive. Elle s'engage à souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité du CCAS et de la Ville ne puisse être recherchée.

Toute dégradation des biens mis à disposition de l'association par la Ville ou le CCAS de Montivilliers résultant d'une mauvaise utilisation, d'une négligence ou d'une malveillance devra faire l'objet d'une remise en état au frais de l'Association.

## **ARTICLE 7 : COMMUNICATION**

L'Association s'engage à valoriser le soutien du CCAS et de la Ville de Montivilliers sur tous les documents informatifs et supports promotionnels édités, présentant son activité ou diffusés à l'occasion d'une manifestation organisée par elle.

Le CCAS et la Ville, quant à eux, s'engagent à diffuser les informations relatives à l'activité de l'Association ou des actions mises en place par l'Association au sein de leurs Espaces Ressources et auprès de leurs partenaires.

## **ARTICLE 8 : LITIGES**

En cas de difficulté portant sur l'application ou l'interprétation de la présente convention, les parties s'engagent à régler leur différend à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, les contestations seront soumises au Tribunal Administratif de Rouen.

Fait à Montivilliers, en trois exemplaires, le

**Madame Agnès SIBILLE**  
**Vice-Présidente du CCAS**

**Monsieur Jérôme DUBOST**  
**Maire de Montivilliers**

**Monsieur Arthur BAUR**  
**Directeur de Graine en main**

## GRAINE EN MAIN - ANNEXE 1

### **CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN (Décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021).**

#### **CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN DES ASSOCIATIONS ET FONDATIONS BÉNÉFICIAIRE DE SUBVENTIONS PUBLIQUES OU D'UN AGREMENT DE L'ÉTAT**

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain. A cette fin la [loi n° 2021-1109 du 24 août 2021](#) confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles [10-1](#) et [25-1](#) de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

#### **ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE**

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public. L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

#### **ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE**

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression.

Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

#### **ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION**

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

#### **ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION**

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

#### **ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PRÉVENTION DE LA VIOLENCE**

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

#### **ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE**

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence.

Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement.

Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

#### **ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE**

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Fait à Montivilliers, le

**Pour l'Association GRAINE EN MAIN**

**Monsieur Arthur BAUR**

Directeur